

**Assemblée générale  
Conseil de sécurité**

Distr. générale  
3 mars 2021  
Français  
Original : anglais

**Assemblée générale**  
**Soixante-quinzième session**  
Points 34, 70, 71, 72 et 86 de l'ordre du jour

**Conseil de sécurité**  
**Soixante-seizième année**

**Prévention des conflits armés**

**Élimination du racisme, de la discrimination raciale,  
de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée**

**Droit des peuples à l'autodétermination**

**Promotion et protection des droits de l'homme**

**L'état de droit aux niveaux national et international**

**Lettre datée du 2 mars 2021, adressée au Secrétaire général  
par le Représentant permanent de l'Arménie  
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Je vous écris au sujet des tentatives incessantes que fait l'Azerbaïdjan pour déformer la réalité des événements survenus près de la ville d'Aghdam en février 1992 et nier sa propre responsabilité au regard des violations flagrantes du droit international humanitaire qui ont été commises dans le Haut-Karabakh (Artsakh) et se sont soldées par des morts et des blessés parmi la population civile.

Cela fait des années que les dirigeants azerbaïdjanais exploitent la mémoire des victimes civiles de cet épisode isolé de la guerre du Haut-Karabakh dans le but d'alimenter et de promouvoir leur politique toxique d'appui et d'incitation à la haine anti-arménienne en Azerbaïdjan et ailleurs. Par sa campagne de propagande axée sur la déshumanisation du peuple arménien, l'Azerbaïdjan tente de dissimuler et de légitimer le fait qu'il avait, des années auparavant, procédé de façon systématique au massacre d'Arméniens dans des endroits situés bien au-delà de la zone de conflit, comme à Soumgaït, Kirovabad et Bakou ou dans le village de Maragha, où de nombreux civils avaient péri.

Durant l'hiver de 1991-1992, en violation des Conventions de Genève, les forces armées azerbaïdjanaises ont délibérément pilonné des zones résidentielles de l'Artsakh, où s'étaient réfugiés des milliers d'Arméniens ayant fui les pogroms de Soumgaït, de Bakou et d'autres villes d'Azerbaïdjan. Lors de leur offensive contre ces secteurs civils, elles ont fait du village de Khodjali l'un de leurs principaux postes de tir, à partir duquel elles ont attaqué sans relâche Stepanakert, la capitale, tuant ainsi des centaines de civils et provoquant une grave crise humanitaire. Parmi les violations commises par l'Azerbaïdjan, on compte notamment l'utilisation systématique de



civils comme boucliers humains, l'absence de commandement militaire unifié et le fait d'avoir installé des réfugiés venus d'Asie centrale dans la zone de conflit du Haut-Karabakh. Les communications adressées par le Représentant permanent de l'Arménie au Secrétaire général au fil des ans dressent un compte rendu détaillé des événements qui se sont déroulés près du village de Khodjali et de la ville d'Aghdam<sup>1</sup>.

Dans sa lettre datée du 17 février 2021, le Représentant permanent de l'Azerbaïdjan mentionne l'arrêt rendu par la Cour européenne des droits de l'homme (*affaire Fatullayev c. Azerbaïdjan, requête n° 40984/07, 22 avril 2010*) mais le présente à tort comme un jugement prononcé contre la partie arménienne. Ce raisonnement est au mieux erroné et au pire intentionnellement mensonger, puisqu'en réalité, par cet arrêt, l'Azerbaïdjan a été reconnu coupable de la violation des articles 6 et 10 de la Convention européenne des droits de l'homme.

Tout d'abord, la lettre déforme le texte de l'article 87 de l'arrêt, qui se lit en fait ainsi : « [l]a Cour considère donc qu'il ne lui appartient pas de régler les divergences de vues sur les faits historiques relatifs aux événements de Khodjali. Par conséquent, sans vouloir tirer de conclusions définitives à cet égard, elle se limitera à faire les observations suivantes, aux fins de son analyse dans la présente affaire »<sup>2</sup>.

Deuxièmement, la Cour mentionne l'existence de divergences d'opinion : « Ainsi, les avis sont partagés sur la question de savoir si un couloir d'évacuation sécurisé avait été ou non mis à la disposition des civils qui fuyaient leur ville. De même, il existe des divergences d'opinion quant au rôle et à la responsabilité des autorités et des forces militaires azerbaïdjanaises dans ces événements [...]. La défense de la ville a également été remise en question : il s'agissait notamment de savoir si elle avait été correctement organisée et, dans le cas contraire, si la désorganisation était dû à une lutte interne pour le pouvoir en Azerbaïdjan »<sup>3</sup>.

Enfin, l'allégation de la partie azerbaïdjanaise selon laquelle les agissements des forces d'autodéfense du Haut-Karabakh seraient qualifiés dans l'arrêt d'actes d'une particulière gravité qui pourraient constituer des crimes de guerre ou des crimes contre l'humanité est mensongère. Ce passage de l'arrêt, dans lequel la Cour cherche à instaurer des conditions qui permettent à la société azerbaïdjanaise d'être pleinement informée des événements de Khodjali et d'Aghdam, se lit ainsi : « Compte tenu de ce qui précède, la Cour considère que plusieurs questions liées aux événements de Khodjali semblent toujours faire l'objet d'un débat parmi les historiens et devraient donc être traitées comme des sujets d'intérêt général dans la société azerbaïdjanaise moderne. À cet égard, elle rappelle que dans une société démocratique, il est essentiel de pouvoir débattre librement des causes ayant mené à des actes d'une particulière gravité qui pourraient constituer des crimes de guerre ou des crimes contre l'humanité »<sup>4</sup>.

Il est tout aussi étrange que l'Azerbaïdjan essaie d'imputer à l'Arménie les nombreux crimes de guerre qu'il a commis au cours de la vaste offensive militaire qu'il avait programmée et qu'il a lancée le 27 septembre 2020 contre le peuple de l'Artsakh avec l'appui de la Turquie et la participation de milliers de combattants terroristes étrangers et de mercenaires venus du Moyen-Orient.

Cette guerre d'agression, déclarée en pleine pandémie, s'est accompagnée d'attaques ciblées, commises sans discrimination contre la population civile et des

---

<sup>1</sup> Voir par exemple [A/73/783-S/2019/211](#) et [A/74/771-S/2020/242](#).

<sup>2</sup> Arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme dans l'affaire *Fatullayev c. Azerbaïdjan*, requête n° 40984/07, par. 87. Il n'existe pas de traduction officielle de l'arrêt, qui n'a été publié qu'en anglais.

<sup>3</sup> Ibid.

<sup>4</sup> Ibid.

localités habitées par des Arméniens, qui ont fait des milliers de morts et entraîné le déplacement de dizaines de milliers de personnes, la destruction d'infrastructures civiles essentielles et la déprédation et la profanation du patrimoine chrétien arménien de l'Artsakh. Les médias et les réseaux sociaux azerbaïdjanais ont largement diffusé des photographies et des vidéos faisant l'apologie de la torture et des exécutions extrajudiciaires de prisonniers de guerre et d'otages civils arméniens ainsi que des atrocités criminelles perpétrées à leur égard, et ces images ont été encensées par les plus hautes instances politiques du pays.

Les violations du droit international humanitaire et des droits humains commises à la suite de la récente agression militaire de l'Azerbaïdjan ont été abondamment décrites dans les lettres du Représentant permanent de l'Arménie auprès de l'Organisation des Nations Unies qui ont été publiées comme documents de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité<sup>5</sup>.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document de l'Assemblée générale, au titre des points 34, 70, 71, 72 et 86 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,  
Représentant permanent  
(Signé) Mher **Margaryan**

---

<sup>5</sup> Voir les lettres suivantes, adressées au Secrétaire général par le Représentant permanent de l'Arménie auprès de l'Organisation des Nations Unies : [A/75/356-S/2020/947](#) (27 septembre 2020), [A/75/489-S/2020/974](#) (3 octobre 2020), [A/75/496-S/2020/984](#) (5 octobre 2020), [A/75/520-S/2020/990](#) (8 octobre 2020), [A/75/544-S/2020/1035](#) (21 octobre 2020), [A/75/566-S/2020/1073](#) (31 octobre 2020), [A/75/586-S/2020/1093](#) (8 novembre 2020), [A/75/644-S/2020/1191](#) (10 décembre 2020), [A/75/693-S/2020/1307](#) (29 décembre 2020), [A/75/694-S/2020/1313](#) (30 décembre 2020), [A/75/710-S/2021/42](#) (13 janvier 2021) et [A/75/739-S/2021/124](#) (9 février 2021).